

La Bolivie et les négociations climatiques internationales

Novembre 2016 – Simone Lirette

MISE EN CONTEXTE

La Bolivie est un acteur souvent perçu comme étant radical dans les négociations internationales sur le climat. Le pays n'hésite pas à prendre place dans les discussions et à alimenter les négociations avec des interventions choquantes, des lettres qui mobilisent ou même en se retirant avec fracas des groupes de discussions, comme ce fut le cas à Cancún afin de dénoncer le statu quo (Allix et Kempf 2010). Depuis la Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique en 2010, le gouvernement d'Evo Morales est considéré comme un portevoix des courants altermondialistes combattant pour la cause écologiste (Poupeau 2013, 109).

La Bolivie est dotée d'une « légitimité historique » quant à sa place à l'international dans les discussions concernant les changements climatiques (Brasier 2010). Tout d'abord, l'ancien président, Gonzalo Sanchez de Lozana, était aux avant-postes au cours des négociations aillant menées au Protocole de Kyoto. De plus, la Bolivie fait partie du programme de l'ONU intitulé *Réduction des émissions de gaz à effet de serre dû à la déforestation et à la dégradation forestière* (REDD), regroupement qui vise à éviter la déforestation pour atténuer le changement climatique (Tsayem Demaze 2010, 338). Le programme souhaite inclure les pays ayant des forêts tropicales et les pays en développement dans la lutte aux changements climatiques.

La Bolivie est également l'un des pays les plus touchés par le réchauffement climatique. Aussi, elle abrite l'une des biodiversités les plus riches du continent (Brasier 2010). La Bolivie souffre des impacts sur plusieurs plans, entre autres, avec des difficultés entourant l'eau et l'agriculture. Illimani, glacier près de la capitale et réservoir naturel pour

l'agriculture, fond et modifie actuellement les cultures agricoles (Engle 2015). Il y a une croissance de la population et donc une intensification de l'agriculture, mais le terrain ne pourra pas répondre aux besoins et les conflits concernant cette source surgissent.

Les agriculteurs tentent alors de réorienter leurs habitudes vers les méthodes traditionnelles et alterner les cultures. Ils collaborent avec des chercheurs pour développer notamment des bassins versants (Engle 2015). La Bolivie est un État actif au niveau des solutions et des alternatives.

ÉTATS DES LIEUX

La Bolivie est reconnue pour être assise sur la plus grande réserve de lithium au monde. Le lithium, destiné aux batteries de voitures électriques, est de plus en plus en demande. La Bolivie a développé une technologie et des installations afin de pouvoir profiter de la ressource. Toutefois, le lithium bolivien n'a pas encore fait son entrée sur le marché. Le président se fait optimiste alors qu'une partie de la population est inquiète de ses promesses, à savoir si elles auront résonance à l'international. Le potentiel est grand, mais la question de la mise en action reste entière.

En 2012, la Bolivie émettait 621 726,727 kt de CO₂ équivalent ce qui revient à 1,18% des émissions mondiales (52 763 433,246 kt) (Banque mondiale 2016). De ses émissions de gaz à effet de serre, 80% proviennent de la déforestation (France Diplomatie 2016). Cette déforestation est causée principalement par le secteur agro-industriel.

Il faut dire que la Bolivie a vécu une ascension fulgurante durant les dernières années au niveau

FICHE SYNTHÈSE

La Bolivie et les négociations climatiques internationales, Simone Lirette

de ses émissions. En 2009, elle n'émettait que 76 425,966 kt (0,16% des émissions mondiales).

Concernant l'Accord de Paris, la Bolivie a ratifié le texte le 5 octobre 2016.

POSITIONS DES PRINCIPAUX ACTEURS BOLIVIENS

La Bolivie a élu à la fin de 2005 le tout premier président autochtone en Amérique du Sud : Evo Morales (Chaloux 2006). D'abord militant dans la lutte syndicale, Morales s'est taillé une place jusqu'à la présidence en prônant la nationalisation des ressources naturelles boliviennes. Morales porte les revendications de la *Pachamama* (« Terre-Mère ») dans ses politiques et dénonce les effets du capitalisme sur l'environnement.

Le Ministère de la planification du développement n'y va pas de main morte lorsqu'il conteste les priorités occidentales. En effet, celui-ci disait à la COP21 vouloir contester et bannir le modèle de civilisation consumériste, belliciste et mercantiliste du capitalisme à l'aide de sa contribution nationale (Bétrisey et Mager 2016). Le Ministère revendique une gouvernance climatique globale plus juste.

Dans sa contribution nationale pour Paris, la Bolivie défend sa position radicale ainsi : « *The capitalist system is a system of death. [...] In this regard, for a lasting solution to the climate crisis we must destroy capitalism* ».

Les autochtones occupent plus de place en Bolivie depuis la mise sur pied des « entités territoriales autonomes » qui permet d'intégrer les territoires autochtones dans l'organisation politique bolivienne. La nouvelle constitution (2009) octroie plus de droits aux indigènes. Le fait que le président soit issu de cette communauté et qu'elle ait plus d'autonomie n'empêche pas les confrontations. On peut notamment penser aux indigènes d'Amazonie qui ont réalisé une marche de 600 km vers la Paz pour empêcher le gouvernement de construire une route qui devait passer dans une zone écologique (France Diplomatie 2016).

ENJEUX SOULEVÉS ET PRINCIPALES REVENDICATIONS DU GOUVERNEMENT BOLIVIEN

L'importance que la Bolivie accorde à l'enjeu des changements climatiques n'est plus à prouver. Étant donné son approche contestataire, voire « radicale », il peut être difficile pour l'État bolivien de se tailler une place parmi les structures officielles. C'est pourquoi la Bolivie s'offre des espaces de discussions en marge.

En 2010 et en 2015, des sommets alternatifs contre le changement climatique ont eu lieu. L'enjeu principal qui était discuté lors de la dernière édition : élaborer une plateforme de propositions concrètes de solutions alternatives pour lutter contre le réchauffement planétaire dans le but de la présenter à Paris (Nourmamode 2015). Bien qu'il s'agisse d'un sommet alternatif, on pouvait y compter 2000 délégués issus de 48 pays.

Face au capitalisme, « désigné coupable numéro 1 du réchauffement climatique », la Bolivie brandit la récupération des savoirs indigènes. (Nourmamode 2015)

En ce qui a trait aux changements climatiques, le gouvernement bolivien propose une limitation à 1,5 degré d'ici 2100. Il fait partie des premiers États à revendiquer cette cible avec les petits États insulaires.

L'ALBA, dont fait partie la Bolivie, réclame la création d'un tribunal international pour la justice climatique (Hanne 2015). Ce tribunal pourrait ainsi remplir le vide juridique issu de la cinquantaine de traités internationaux sur l'environnement qui ne sont pas encadrés juridiquement (Péloquin 2010). L'alliance insiste aussi pour intégrer l'expression « défendre l'intégrité de la Terre-Mère » dans l'Accord de Paris (Hanne 2015).

Dans la documentation remise avant la COP21, la Bolivie a mis l'accent sur l'importance d'inclure la différenciation entre les pays développés et en développement dans l'accord (Plurinational State of Bolivia 2014). En effet, le pays supporte l'approche « top-down » qui distribuerait un budget des émissions basé sur les principes d'équité et de responsabilités communes mais différenciées. La Bolivie propose une distribution du budget de carbone en se basant sur les paramètres suivants : la responsabilité historique, l'empreinte écologique, les capacités techniques et

FICHE SYNTHÈSE

La Bolivie et les négociations climatiques internationales, Simone Lirette

économiques, puis un index de développement durable (Plurinational State of Bolivia 2014).

Au sein de la CCNUCC, la Bolivie fait plusieurs revendications parfois individuellement ou encore au nom du G77. Par exemple, en décembre 2015, elle a demandé d'inclure les détails d'une vision à long terme en ce qui concerne l'adaptation (Allan *et al.* 2015). Elle demande aussi l'intégration de la protection de la Terre-Mère dans les écrits. Il est aussi revendiqué qu'un atelier sur les besoins en financement des pays en développement soit tenu.

CONCLUSION

Certains auteurs affirment que le positionnement bolivien fait office d'un paradoxe. En effet, la Bolivie est la première nation à adopter une *Law of Mother Earth* en soutenant le statut légal de la nature. À l'inverse, elle développe, à travers une vision anthropocentriste, son économie à l'aide de grands projets miniers et l'industrialisation de ses ressources naturelles (Jetmarová 2012, 188). Bref, la Bolivie ne fait pas exception au tiraillement économie/environnement qui habite les décisions des gouvernements. Le gouvernement se fait reprocher de ne pas incarner dans ses politiques publiques nationales ce qu'il revendique à l'international.

3

Références bibliographiques et informations utiles

Allan, Jennifer *et al.*, 2015, « Compte-rendu de la Conférence de Paris sur les changements climatiques », *Bulletin des Négociations de la Terre*, vol. 12, no. 663, URL <http://www.iisd.ca/vol12/enb12663f.html>

Allix, Grégoire et Hervé Kempf, 2010, « La Bolivie radicalise la négociation climatique », *Le Monde*, 10 décembre, URL http://www.lemonde.fr/planete/article/2010/12/10/la-bolivie-radicalise-la-negociation-climatique_1451705_3244.html

Banque mondiale, 2016, « Total greenhouse gas emissions (kt of CO2 equivalent) », *Groupe de la Banque mondiale*, URL <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/EN.ATM.GHGT.KT.CE?end=2013&locations=BO&start=1960>

Bétrisey, Florence et Christophe Mager, 2016, « La contribution bolivienne à la COP21 au prisme de la justice environnementale », *EchoGéo*, URL <https://echogeo.revues.org/14442>

Brasier, Pierre-Jean, 2010, « La Bolivie et le changement climatique », *SciencesPo*, URL <http://www.sciencespo.fr/opalc/content/la-bolivie-et-le-changement-climatique>

Chaloux, Annie, 2006, « Élection présidentielle en Bolivie : Morales sort gagnant », *Perspective monde*, URL <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAnalyse?codeAnalyse=92>

Engle, Jonah, 2015, « La fonte des glaciers en Bolivie est un signe de changement climatique », *CRDI*, URL <https://www.idrc.ca/fr/article/la-fonte-des-glaciers-en-bolivie-est-un-signe-de-changement-climatique>

France Diplomatie, 2016, « Présentation de la Bolivie », *Ministère des Affaires étrangères et du Développement international*, URL <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/bolivie/presentation-de-la-bolivie/>

Références bibliographiques et informations utiles (suite)

Hanne, Isabelle, 2015, « Négociations climat : les coalitions, cette autre carte du monde », *Libération*, 23 octobre, URL http://www.liberation.fr/planete/2015/10/23/negociations-climat-les-coalitions-cette-autre-carte-du-monde_1408077

Jetmarovà, Jana, 2012, « Bolivia: the land of ingenious environmentalism? Some consideration upon the paradoxes of the Bolivian political project », *Cesky Lid*, vol. 99, no. 2, 187-212.

Nourmamode, Reza, 2015, « Un sommet alternatif contre le réchauffement climatique en Bolivie », *RFI*, 11 octobre, URL <http://www.rfi.fr/ameriques/20151011-sommet-alternatif-rechauffement-climatique-bolivie-peuples-cop-21-fabius>

Péloquin, Maxime, 2010, « Bolivie : une réplique directe à l'Accord de Copenhague », *Perspective Monde*, URL <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAAnalyse?codeAnalyse=1178>

Plurinational State of Bolivia, 2014, « Proposal on the compound index of countries' participation in the global emissions budget under the convention applicable to all parties », URL http://www4.unfccc.int/submissions/Lists/OSPSubmissionUpload/106_99_130617739555048267-submission%20bolivia%20ADP%20GLOBAL%20EMISSION%20BUDGET.pdf

Poupeau, Franck, 2013, « La Bolivie entre Pachamama et modèle extractiviste », *Écologie & Politique*, vol. 1, no. 46, 109-119.

Tsayem Demaze, Moïse, 2010, « Éviter ou réduire la déforestation pour atténuer le changement climatique : le pari de la REDD », *Annales de géographie*, vol. 4, no. 674, 338-358.

Publié par :

Observatoire des politiques publiques
de l'Université de Sherbrooke
2500, boul. de l'Université
Sherbrooke, Qc, J1K 2R1
+ 1 (819) 821-8000 poste 63622

Contact :

Annie Chaloux
Annie.Chaloux@USherbrooke.ca

<http://oppus.recherche.usherbrooke.ca>

Cette note d'analyse est basée sur les travaux de l'Observatoire des politiques publiques de l'Université de Sherbrooke (OPPUS). Les points de vue exprimés dans cette fiche sont ceux de l'auteure et ne reflètent pas nécessairement le point de vue ou l'opinion de l'OPPUS et de ses partenaires.